

Interview with Les Echos

[View PDF](#)

02/10/2013

Interviews

ESM

France

Klaus Regling : « Le MES a une capacité d'intervention suffisante pour l'Italie ou l'Espagne »

Klaus Regling (Directeur général du Mécanisme européen de stabilité)

Klaus Regling dirige les deux fonds de secours qui ont été créés pendant la crise de la zone euro pour prêter aux pays coupés des marchés financiers.

Le Mécanisme européen de stabilité (MES) va effectuer sa première émission de dette de long terme. Comment présentez-vous ce nouveau véhicule aux investisseurs?

Ils connaissent déjà bien le Fonds de stabilité européen (FESF), donc c'est assez facile. Les deux ont le même mandat : prêter aux Etats membres qui bénéficient d'un programme de sauvetage avec des conditions attachées. Alors que le FESF est temporaire, le MES est un mécanisme de soutien financier permanent. Nous avons étendu la durée des prêts - à 30 ans pour la Grèce, 22 ans pour l'Irlande et le Portugal - donc les deux véhicules coexisteront car le FESF devra se refinancer pendant toutes ces années. La principale différence tient aux structures juridiques : le FESF repose sur des garanties données par les Etats, le MES est doté d'un capital de 700 milliards d'euros (dont 80 milliards effectivement dotés), pour une capacité d'action de 500 milliards d'euros.

Comment jugez-vous la situation de la zone euro et les conditions de marché aujourd'hui?

D'énormes progrès ont été réalisés. Sur la compétitivité par exemple, les déséquilibres qu'on observait dans la zone euro sont en train de se résorber. Les

Etats qui ont reçu des plans d'aide ont fait beaucoup d'efforts et voient aujourd'hui leurs comptes courants s'améliorer et leur déficit budgétaire se réduire. Cela montre que les conditions attachées aux programmes fonctionnent. Grâce à cela, les premiers des pays en question pourront revenir emprunter sur les marchés. Par ailleurs, le dispositif d'achats de dette de la Banque centrale européenne, associé à un programme du MES auquel on attache des conditions, a amélioré le sentiment de marché. Il faut aussi mentionner la meilleure coordination des politiques économiques et budgétaires dans la zone euro et le renforcement du système bancaire, qui ont permis d'apaiser les craintes. Ce n'est pas le dispositif de la BCE, tout seul, qui a convaincu les investisseurs.

L'opération de transparence sur les bilans des banques européennes et les tests de résistance qui seront menés ne vont-ils pas créer de la volatilité?

Non, au contraire. Cela va permettre de mettre fin aux rumeurs de marchés sur la sous-capitalisation des banques de certains pays. Une procédure transparente stoppera la spéculation. Nous connaissons bien la situation en Grèce, au Portugal, en Irlande et en Espagne et, d'après ce que nous savons, il n'y a pas de grandes inquiétudes à avoir dans ces pays.

Les marchés pensent que le MES n'a pas une capacité suffisante pour aider l'Italie ou l'Espagne. Est-ce vrai?

Non. 90 % de notre capacité n'est pas utilisée, cela représente 450 milliards. Or cette somme est plus importante que le montant brut annuel d'émissions obligataires de chacun de ces pays. Ce qui ne veut pas dire que je fais l'hypothèse qu'une aide sera nécessaire. Simplement, je ne comprends pas qu'on dise que le MES n'a pas une capacité d'intervention suffisante.

Le MES, sur les nouveaux plans d'aide - ceux qu'il n'hérite pas du Fonds de stabilité -, aura un statut de créancier privilégié. Est-ce que cela ne risque pas de dissuader les investisseurs étrangers d'acheter les dettes émises par les pays aidés?

C'est une inquiétude sans fondement. Elle pouvait en avoir il y a deux ou trois ans, mais, aujourd'hui, après l'extension des maturités au-delà de 20 ans, ce n'est plus un sujet car les investisseurs privés ne maintiendront pas leur argent dans ces pays aussi longtemps.

Peut-on dire que le MES est une sorte de « FMI européen »?

On l'entend souvent car, tout comme le FMI, notre rôle est de prêter à des pays qui ne peuvent plus se refinancer sur les marchés. Sauf que nous dépendons d'autres institutions européennes (Commission, BCE) pour certaines tâches, comme la négociation des conditions liées à nos crédits. Par ailleurs, nous pouvons intervenir sur les marchés financiers pour acheter de la dette, ce que le FMI ne fait pas, et en principe nous pourrions un jour prêter aux banques directement si tous les Etats membres de l'Union monétaire le décident. Enfin, contrairement au FMI, nous devons nous refinancer dans les marchés.

Le MES est noté par Fitch et Moody's, mais pas par Standard & Poor's.

Pourquoi?

Standard & Poor's a changé sa méthodologie de notation sur les émetteurs souverains et supranationaux. Du coup, son modèle ne peut pas donner une image juste de notre structure capitalistique.

[Read the article](#)

Contacts



[Cédric Crelo](#)

Head of Communications and Chief Spokesperson

+352 260 962 205

c.crelo@esm.europa.eu



[Anabela Reis](#)

Deputy Head of Communications and Deputy Chief Spokesperson

+352 260 962 551

a.reis@esm.europa.eu



[Juliana Dahl](#)

Principal Speechwriter and Principal Spokesperson

+352 260 962 654

j.dahl@esm.europa.eu